

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 21 au 27 mai 2016

Rappel, la semaine dernière : Violences – casseurs ; Loi Travail 49-3 ; Black M à Verdun ; Fiscalité ; Europe 1 ...

Loi Travail : très fort, à nouveau en hausse

Les mobilisations en réaction à la loi Travail, hors blocages des raffineries, ont entraîné **167** réactions. Si dans les semaines précédentes, l'opposition au texte et au Gouvernement était clairement affichée, les réactions sont plus nuancées cette semaine.

38% des correspondants (63 courriers) demandent le retrait de la loi.

- Témoignant de leur soutien aux manifestants, « *seuls remparts au recul de nos acquis sociaux* », la plupart de ces opposants réclament le « *retrait, tout simplement* » d'une loi qui « *trahit* » les valeurs socialistes et contre laquelle une « *écrasante majorité des Français* » s'opposerait dans la rue : « *je suis scandalisée d'entendre les medias et les hommes politiques accuser la CGT de tous les maux. Le peuple dans sa majorité est avec ces mouvements et ces manifestations.* ».
- D'autres, moins nombreux, demandent le retrait de la loi par « *peur* » que la situation sociale « *ne dégénère* » (« *si vous renoncez, ça ne fera pas de vous un lâche, mais plutôt une personne à l'écoute des Français et attentif à leur sécurité* »), tandis qu'autant invoquent la légitimité de la rue (« *les blocages et les manifestations le prouvent : 70% des Français sont contre la loi* ») face à un pouvoir exécutif décrié (« *vous n'êtes crédité que de 15% des sondages !* ») et font mine de s'interroger : « *qui est minoritaire alors ?* ».
- 5 correspondants seulement motivent leur rejet du texte en se fondant sur le contenu de l'article 2 qu'ils jugent « *dangereux* ».

Les 62% restants (104 courriers) témoignent d'une opinion plus partagée et se répartissent comme suit :

- 38% sont des témoignages de lassitude de Français se sentant « *pris en otage* » suite à la multiplication des mouvements de grève, en particulier dans les transports : « *ras le bol de la SNCF qui passe sa vie à faire des grèves et à ne jamais travailler. Ras le bol de la CGT qui ne travaille pas et qui passe ses journées à préparer les manifestations* ».
- s'agissant du recours à l'article 49-3 de la constitution, 23% ont encore dénoncé un moyen « *anti-démocratique* » de « *faire passer en force* » un texte « *majoritairement rejeté* ».
- 15% s'expriment en faveur du « *maintien d'une loi nécessaire pour la France* ». Ces soutiens se désignent comme étant « *la majorité silencieuse* », celle « *à qui on ne pose jamais de question, qui ne manifeste jamais* » mais qui se dit « *lasse* » de la situation actuelle. A noter parmi eux, 10 encouragements « *à user de la force* », persuadés que « *beaucoup de Français* » le soutiendraient.
- 12% conseillent au Chef de l'Etat de reprendre le dialogue, soit en « *réunissant les parlementaires et les organisations syndicales afin de revoir le texte* », soit en convoquant un référendum : « *organisez un référendum, cela sera mieux pour votre popularité et ça aura un argument d'autorité quel que soit le résultat, c'est la seule manière d'apaiser les débats* ».

Blocages – Approvisionnement en carburant : fort

La très grande majorité expriment leur « *ras-le-bol* » à l'encontre d'une « *poignée de syndicalistes qui ne représentent qu'eux-mêmes et qui ne sont pas concernés par la loi Travail* » qui prennent « *en otage* » des « *gens qui veulent juste travailler* » ou « *partir en vacances* ». Ceux-ci demandent au Chef de l'Etat d'intervenir « *rapidement et fermement* » afin de « *mettre au pas* » des « *gens qui se croient en URSS* » et qui mettent en péril « *des familles entières privées de revenus* » ainsi que la sécurité et l'image du territoire alors que « *l'Euro arrive* » : « *Je n'ai pas envie de perdre mon travail ou de perdre des jours payés à cause d'une pénurie incontrôlable* ». Parmi eux, une trentaine dénonce plus particulièrement la responsabilité de la CGT, « *très minoritaire dans le pays et qui pourtant nous prend en otage* » et de son secrétaire général (« *M. Martinez qui cherche une légitimité après avoir été élu par défaut suite au scandale Lepaon* »), accusé de n'avoir « *aucun projet de progrès social* » mais qui sera « *responsable de la défaite de la gauche* ».

A l'inverse, une petite minorité (15%) ont protesté contre l'intervention des forces de l'ordre pour débloquent des dépôts de carburant, rappelant que « *les réquisitions sont illégales* » : « *abandonnez, car le peuple a toujours le dernier mot, surtout quand il est motivé par le retrait d'une loi injuste* ».

Violences – Casseurs : modéré, en baisse

En baisse de 50%, les courriers réagissant aux violences des casseurs sont concentrés sur le début de la semaine, le blocage des raffineries ayant ensuite pris le relais des sujets de réactions. La critique du « laxisme » du gouvernement reste le principal grief (« *nous vivons cela comme une absence d'Etat* ») auquel est venu se joindre celui de la justice envers les présumés casseurs suite à la remise en liberté de trois des quatre personnes mises en examen pour l'incendie d'une voiture de police, dont les images ont été médiatisées (« *Honteux ! Lamentable ! Ils vont retourner sur les lieux des manifestations et risquent de tuer des policiers ou des gendarmes* »).

Par ailleurs, **seuls quatre Français ont à l'inverse attribué la responsabilité des violences aux forces de l'ordre et à leur brutalité** : « *la police que vous dirigez ne sont qu'une bande de voyous et d'irresponsables, largement responsables avec vous de la violence qui règne dans notre pays* ».

Fiscalité : modéré et constant

A l'instar des semaines précédentes, les prévisions d'imposition pour 2016 ont suscité l'agacement d'une trentaine de contribuables. La plupart attestent en effet d'une hausse de leur impôt sur le revenu entraînant l'impossibilité de consommer ou d'épargner (« *je gagne ma vie correctement mais je ne consomme pas. On m'a retiré ce droit en me taxant à outrance. J'économise, oui j'économise pour pouvoir m'acquitter de mes impôts.* »). Par ailleurs, 12% ont suivi la démarche initiée sur les réseaux sociaux consistant à adresser au Président de la République leur déclaration de revenus de 2015 barrée de la mention « 49-3 » pour signifier leur mécontentement.

Crash du vol Paris-Le Caire : faible

La plupart des réactions à l'accident du vol MS804 sont des messages de condoléances officiels émanant d'autorités étrangères. Parmi la poignée de particuliers commentant l'accident et le travail d'enquête, seul un évoque la piste terroriste et salue l'opportunité des mesures de sécurité récemment déployées dans les aéroports.

Déplacements de l'exécutif à l'étranger : faible

Les déplacements diplomatiques du PR et du PM cette semaine ont suscité l'incompréhension et l'amertume d'une dizaine de correspondants qui témoignent d'un sentiment d'abandon de la part de l'exécutif et regrettent que la situation sociale n'ait pas bouleversé les agendas : « *Merci de nous laisser sans chef dans ces moments douloureux, dévastateurs. Votre place est ici, un voyage se reporte* ».

Budget de la recherche : très faible

6 étudiants et chercheurs ont réagi à la proposition du gouvernement de réduire les crédits alloués à la recherche scientifique. Arguant du retard pris dans les investissements ces dernières années « *en comparaison avec les efforts faits par nos compétiteurs principaux, l'Allemagne au tout premier plan* », et de l'impact sur le rayonnement académique de la France, ces intervenants alertent sur le risque de voir la France ne plus « *être attractive pour les chercheurs français comme étrangers* » qui y préféreront « *d'autres pays qui reconnaissent l'importance d'une recherche performante et productive, dans un monde de plus en plus compétitif* ». A travers cette démarche, ils sollicitent également la reconnaissance du « *dévouement et la qualité des enseignants-chercheurs* » qui « *fournissent une recherche de qualité malgré des financements déjà dérisoires* ».

Prix « Homme d'Etat mondial » 2016 : très faible m

5 correspondants ont tenu à féliciter le Chef de l'Etat pour cette distinction « *amplement méritée* ». Unaniment, les requérants déplorent le manque de reconnaissance des citoyens à son égard (« *je ne comprends pas votre impopularité ici en France* ») et espèrent que ce prix permettra aux Français de « *se rendre compte du travail fourni par le Président pour relever le pays* ».

Cérémonies Verdun – Concert Black M : 7

Interview France Culture : 2